

L'inflexion « Libérale », malheureuse mais nécessaire

Posted on 4 mai 2016 by Patrick Rouillier

Comment un gouvernement de gauche peut-il être amené à prendre des mesures que la droite n'aurait même pas osé prendre ? C'est bien sur un point qui nous questionne tous.

Essayons de trouver la logique qui peut présider à de telles mesures.

L'homme est un paradoxe. Comme tout animal il a pour objectif sa sécurisation personnelle et par extension celle de sa famille et de ses proches. Il a besoin pour sa sécurité d'accaparer les ressources, de s'arroger une position dominante qui le positionnant au dessus de ses congénères, lui assure une forme d'invincibilité et donc de sécurité. Mais l'homme est un animal intelligent et il comprend vite que, s'il peut dominer dans certains cas, il sera dans d'autres cas lui-même la proie d'individus plus forts que lui. Pour « assurer ses arrières » il invente la meute, puis le clan, puis le groupe et enfin la société. Voilà donc le paradoxe de l'homme qui se veut libre, autonome, indépendant, et qui est obligé de se sociabiliser, et donc de transiger avec les autres, dépendre d'eux.

Ce paradoxe se reflète dans les grands systèmes socio-économiques que l'homme a inventés.

Le libéralisme sera la réponse au besoin de dominer, de s'affirmer en maître, d'accaparer les ressources pour lui et les siens.

Le socialisme répondra au besoin de sécurité, s'appuyant sur l'intérêt des autres pour défendre son propre intérêt.

De toute évidence le Libéralisme sera prôné par les plus puissants, ceux qui se pensent intouchables, et le socialisme sera choisi par les plus faibles, ceux qui seuls ne pensent pas pouvoir « tirer leur épingle du jeu ».

Le système se complique en ce sens qu'au niveau des puissants un certain intérêt solidaire pousse les individus à se regrouper (corporatisme) et qu'au niveau des plus faibles une certaine compétition se développe pour passer les uns au dessus des autres !

Le paradoxe de l'homme se projette dans les systèmes sociaux-économiques, il est

le ferment des conflits sociaux que nous connaissons depuis que la société existe. Le siècle de LouisXIV et la révolution de 1789 étant les archétypes de la violence liée à ces conflits.

L'inégalité et l'égalité s'affrontent depuis la nuit des temps.

Jusqu'au XIX éme siècle ces querelles étaient surtout limitées à l'intérieur des états et n'avaient pas de portée internationale. A partir de là, les conflits passent les frontières et les conflits internes deviennent des conflits entre états.

Sur le plan économique, le marché intérieur n'est plus suffisant pour assurer le niveau de vie attendu dans un pays, le marché s'internationalise et la compétitivité des entreprises, jusque là interne au pays (donc sans conséquences sociologiques globales – une entreprise qui ferme est remplacée par une entreprise qui ouvre) devient mondiale, et si une entreprise ferme dans un pays, c'est dans un autre qu'elle s'ouvre. La conséquence sociale sur le travail est évidente dans la mesure ou, si la compétition est internationale le marché du travail, lui, reste national. La compétitivité devient un critère principal pour le marché du travail. Pour avoir de l'emploi, il faut l'arracher aux autres.

La France, suite à la révolution, et forte de sa position d'économie dominante au XIX éme siècle a mis en place – sous une culture disons « socialisante » – un système de redistribution visant à rétablir une certaine égalité entre les citoyens au nom de notre devise révolutionnaire « Liberté, Egalité, Fraternité ». Ce système social fait de notre pays l'un des états les plus re-distributifs, et celui ou le terme même d'égalité est ancré dans les gènes de citoyens.

De nombreux états ont pris place dans la compétition internationale. Dotés de systèmes moins re-distributifs, fondés sur un plus grande inégalité entre les citoyens, ils bénéficient sur le plan économique d'une plus forte compétitivité que la France. C'est vers eux que se tournent les marchés, et vers eux que se draine l'emploi. Il est évidemment révoltant que la richesse d'une économie soit fonction de l'inégalité entre les citoyens. C'est profondément immoral, mais c'est ainsi ! La France, avec sont excellent système social se retrouve à la traine dans cette guerre de marchés, et perd peu à peu sa position économique privilégiée. La morale fait peu de poids dans l'économie !

Le dilemme qui s'offre à notre pays est maintenant posé :

- 1) Faut il renoncer à nos valeurs humanistes, sacrifier les plus démunis d'entre nous et entrer de plein pied dans la compétition internationale ?
- 2) Faut il garder nos valeurs et progressivement affaiblir notre économie, perdre

nos emplois, voir les fortunes constituées sur le socle de ces inégalités quitter le pays et l'abandonner à son triste sort ?

C'est un choix difficile car il n'offre que de mauvaises solutions.

Les libéraux « pur jus » font évidemment le premier choix, sauvons l'économie, sauvons les plus riches, et malheur aux faibles. Ils auront de l'emploi, mais mal payé, mal protégés, une vie de misère. On leur promettra des lendemains meilleurs, une future redistribution quand l'économie se sera re-dressée. C'est bien sur un horrible mensonge, car dès que l'on entreprendra une re-distribution, l'équilibre économique gagnant sera rompu et on sera ramené à la situation antérieure.

Les « socialisant » s'accrochent à la justice sociale, aux valeurs. Soit il pensent que notre système est encore viable, soit il se disent que tant qu'à couler, autant couler tous ensemble (Solidarité oblige). C'est une erreur car les plus nantis n'auront aucun mal à trouver asile dans un pays plus accueillant et moins soucieux des valeurs humaines. C'est encore les plus faibles qui seront perdant.

Imaginez un tel choix pour un gouvernement ! C'est pourtant celui qui s'offre à François Hollande aujourd'hui. Avant de lui jeter la pierre interrogeons nous sur ce que nous ferions à sa place.

De deux catastrophes, il choisi la « moins pire », celle qui limite la casse, donner une inflexion « libérale » à sa politique. Les cadeaux aux entreprises (CICE, Pacte de solidarité,...) accroissent les inégalités pour essayer de sauver une partie de l'emploi. Dans ce jeu à somme non nulle les contribuables financent les actionnaires des entreprises pour avoir du travail. Payer pour avoir un boulot mal payé et mal protégé, ce n'est pas le rêve !

C'est l'inflexion libérale de la politique du gouvernement. Elle ne peut satisfaire personne et mécontente tous le monde ! Elle a la mérite d'être moins brutale (donc moins efficace pour l'économie) que la vision libérale et moins suicidaire que la version gauchisante (tout en s'efforçant de respecter certaines valeurs fondamentales pour les Français)

Quand au fait que cette politique n'est pas pédagogiquement expliquée, c'est simplement qu'expliquée, elle ne serait recevable par personne et rejetée par tous le monde. Elle ne peut se faire qu'en « catimini », en »douce ». Mais là encore cela mécontente tout le monde !